



## Investir pour obtenir des résultats

### Introduction aux secteurs de mobilisation de ressources de la FAO

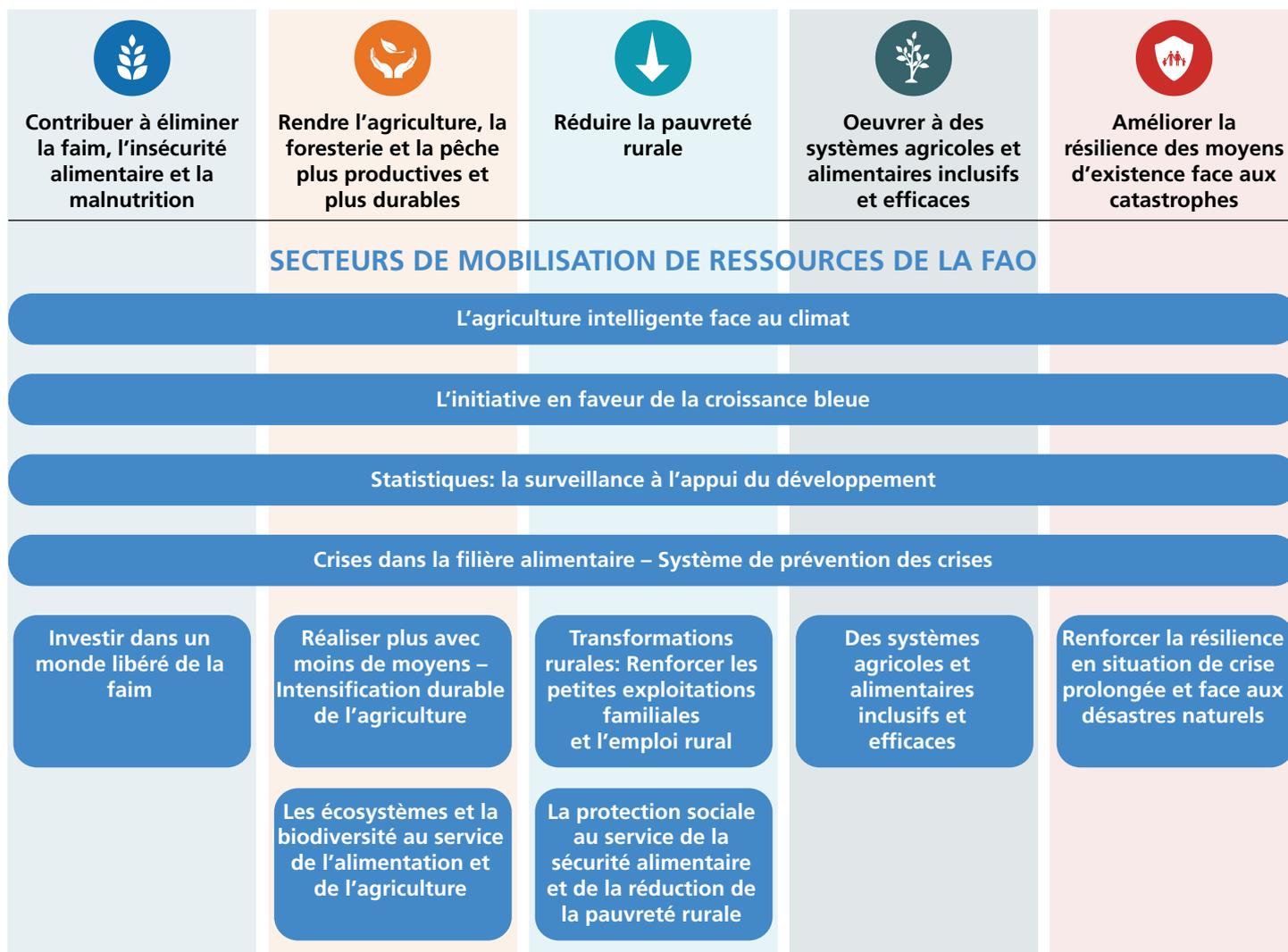
Le Cadre stratégique de la FAO se concentre sur cinq objectifs stratégiques, ce qui lui permet de mettre l'accent sur ses priorités, de rationaliser l'allocation des ressources et d'améliorer ses résultats, dans le but d'accélérer l'éradication de la faim, de la malnutrition et de la pauvreté et d'utiliser les ressources naturelles de manière durable. Le succès du Cadre stratégique repose sur la création de partenariats solides et la mobilisation de contributions volontaires venant compléter les ressources de la FAO.

La FAO a désormais 11 secteurs de mobilisation de ressources. La possibilité d'obtenir des résultats concrets tant au niveau mondial que régional et national y est multipliée. Dans chaque secteur, de nouveaux investissements sont prévus et il existe un engagement d'optimiser les ressources.

La FAO et ses partenaires ont déjà obtenu des résultats dans ces secteurs grâce aux initiatives régionales et aux cadres de programmation par pays (CPP), qui constituent les actions prioritaires définies en commun par la FAO et les gouvernements nationaux.

Les partenaires fournisseurs de ressources sont invités à réfléchir aux domaines dans lesquels leur travail avec la FAO aura le plus d'impact.

### CADRE STRATÉGIQUE DE LA FAO



## Tableau récapitulatif



### L'agriculture intelligente face au climat

*Combiner plusieurs actions en vue d'augmenter la productivité et les revenus agricoles tout en facilitant l'adaptation au changement climatique et de diminuer, lorsque cela est possible, les émissions de gaz à effet de serre issus des activités agricoles*

Des approches pour une agriculture intelligente face au climat ont été élaborées et/ou sont actuellement mises en œuvre par la FAO et ses partenaires: produire plus avec moins, le développement durable de l'élevage, la pêche responsable, la gestion durable des terres, le programme-cadre sur l'adaptation au changement climatique et, au-delà, la réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts (REDD+).

### L'initiative en faveur de la croissance bleue

*Soutenir la sécurité alimentaire, la lutte contre la pauvreté et la gestion durable des ressources aquatiques*

Il s'agit de restaurer le potentiel des océans et des zones humides en introduisant de nouvelles approches responsables axées sur le développement durable, en vue de réconcilier la croissance et la sécurité alimentaire avec la conservation des ressources aquatiques et de créer un environnement permettant aux personnes employées dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture d'agir non seulement en tant qu'utilisateurs de ressources, mais également en tant que gestionnaires de ces ressources.

### Statistiques – La surveillance à l'appui du développement

*Renforcer les capacités statistiques nationales dans les domaines de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, des moyens d'existence, des systèmes de production alimentaire et des ressources naturelles*

La stratégie de développement des capacités statistiques intégrées vise à renforcer la capacité des pays membres à recueillir, diffuser et utiliser les données de base relatives à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, aux moyens d'existence en milieu rural et aux ressources naturelles afin que les décisions prises se fondent sur des éléments réels.

### Crises dans la filière alimentaire – Système de prévention des crises

*Prévenir les maladies et ravageurs transfrontières des animaux et des plantes, à impact élevé; prévenir les menaces pour la sécurité sanitaire des aliments; s'y préparer et y répondre*

L'ensemble de la filière alimentaire est vulnérable, de la production à la consommation finale. Les menaces qui pèsent sur la filière nuisent à la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations au quotidien. Leurs moyens d'existence et leur santé sont mis en danger. Le cadre de gestion des crises pour la filière alimentaire – système de prévention des crises intègre la prévention des situations d'urgence touchant la filière alimentaire ainsi que la préparation et la réponse à ces situations.

### Investir dans un monde libéré de la faim

*Renforcer les capacités politiques et institutionnelles afin d'éradiquer l'insécurité alimentaire et la malnutrition*

L'insécurité alimentaire et la malnutrition sont des problèmes complexes que ne peuvent résoudre, seul, un secteur ou une partie prenante. La FAO travaille au développement d'un environnement propice aux niveaux national, régional et mondial, dans lequel tous les intervenants peuvent focaliser leur attention sur l'éradication de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition et y contribuer, de manière plus approfondie et efficace.

### Réaliser plus avec moins de moyens – Intensification durable de l'agriculture

*Accroître la productivité agricole et aider les populations à utiliser au mieux l'eau, la terre, l'énergie et les autres ressources grâce à l'adoption de pratiques de développement durable dans les activités forestières, de la pêche, de l'aquaculture, de la culture et de l'élevage*

Apporte un appui aux parties intéressées et améliore les capacités, tant au niveau des communautés qu'au niveau politique, en vue de la mise en œuvre et de la promotion de systèmes de production plus efficaces et adaptés localement: réaliser plus avec moins de moyens. Elle inclut des programmes centrés sur l'énergie ligneuse ou sur le lien énergie-alimentation-eau.

### Les écosystèmes et la biodiversité au service de l'alimentation et de l'agriculture

*Soutenir les services rendus par les écosystèmes et les améliorer, dans les différents milieux de production (agriculture/élevage, pêche, aquaculture, forêts et espaces naturels)*

Soutient la gestion des systèmes de production dans les secteurs agricole, de la pêche et forestier, et favorise un environnement propice à ces systèmes de production, en vue de produire des biens (nourriture et bois) mais également d'en tirer un certain nombre de bénéfices tels que le cycle des éléments nutritifs dans les sols, les mécanismes naturels de défense contre les organismes nuisibles, la qualité de l'eau, les valeurs culturelles et la conservation de la biodiversité. Ce secteur prioritaire comprend un certain nombre d'initiatives spécifiques, parmi lesquelles la rémunération des services rendus par les écosystèmes et l'incitation à développer de tels services, le Partenariat mondial sur les sols, le mécanisme de restauration du paysage forestier, l'aménagement des bassins hydrographiques et l'initiative portant sur les systèmes ingénieux du patrimoine agricole mondial.

### Transformations rurales: Renforcer les petites exploitations familiales et l'emploi rural

*Diminuer la pauvreté rurale grâce à la diversification des moyens d'existence*

Il s'agit d'augmenter les possibilités offertes aux populations rurales pauvres d'accéder à des emplois ruraux décents, agricoles ou non, en particulier pour les femmes et les jeunes.

### La protection sociale au service de la sécurité alimentaire et de la réduction de la pauvreté rurale

*Étendre la protection sociale en vue d'améliorer l'accès à la nourriture et de stimuler l'agriculture*

Aider les pays à étendre la protection sociale aux populations rurales et en faire une partie intégrante des efforts réalisés pour éradiquer la faim et la pauvreté rurale et pour développer des moyens d'existence durables et capables de résister en cas de crise.

### Des systèmes agricoles et alimentaires inclusifs et efficaces

*Favoriser la participation efficace des petits producteurs, des entreprises agricoles et des pays aux systèmes et aux marchés agroalimentaires domestiques et internationaux*

Améliorer la capacité des pays, des investisseurs privés et publics et des acteurs de la chaîne de valeur à mettre en place un environnement inclusif et à l'entretenir, en améliorant les accords commerciaux internationaux, les normes, les politiques, les modèles économiques, les investissements inclusifs et les modèles financiers, tout en réduisant les pertes et le gaspillage alimentaires.

### Renforcer la résilience en situation de crise prolongée et face aux désastres naturels

*Traiter les causes sous-jacentes de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition dans les pays exposés à des risques naturels récurrents et/ou en situation de crise prolongée*

Interventions en vue de traiter les causes sous-jacentes de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition, de prévenir ou de limiter l'impact des désastres naturels et de répondre aux besoins de première nécessité des plus vulnérables en situation de crise prolongée et dans les pays exposés à des risques naturels récurrents.



## L'agriculture intelligente face au climat

*Combiner plusieurs actions en vue d'augmenter la productivité et les revenus agricoles tout en facilitant l'adaptation au changement climatique et de diminuer, lorsque cela est possible, les émissions de gaz à effet de serre issus des activités agricoles*

### QUOI

L'agriculture intelligente face au climat est un nouveau cadre conceptuel qui vise à relever, de front, les défis de la sécurité alimentaire et du changement climatique. En tant que tel, elle aide également à transposer les objectifs de développement pour l'après-2015 en actions concrètes, dans les domaines de l'agriculture, de la sécurité alimentaire et des moyens d'existence ruraux, et à en amplifier les effets. Elle contribuera par ailleurs à apporter les changements indispensables à l'amélioration de la capacité d'adaptation des systèmes de production alimentaire dans le cadre d'un développement urbain toujours plus important. L'agriculture intelligente face au climat finance l'adaptation des secteurs agricoles aux changements climatiques attendus et aide à renforcer la capacité d'adaptation des systèmes de production et des communautés locales en cas de conditions climatiques difficiles et extrêmes.



### L'agriculture intelligente face au climat pour les petits producteurs du Kenya et de la République-Unie de Tanzanie

Lancé en 2010, le programme d'atténuation du changement climatique dans l'agriculture de la FAO (MICCA) œuvre pour rendre l'agriculture plus intelligente face au climat. Il construit une base de connaissances rassemblant les éléments nécessaires à sa mise en pratique. L'objectif de ce programme est de sélectionner un certain nombre de pratiques agricoles intelligentes face au climat à mettre en œuvre par les petits producteurs, sélection basée sur la participation et la consultation à différents niveaux dans le cadre de deux projets pilotes de la FAO au Kenya et en République-Unie de Tanzanie. Les pratiques d'agriculture intelligente face au climat sont identifiées en fonction de situations agroécologiques et socioéconomiques données. Les agriculteurs ont participé à l'identification des pratiques agricoles existantes et de leur impact éventuel. Ils ont ainsi pu réfléchir à des options intelligentes face au climat adaptées à leur cas, qui ont pu être adoptées sans hésitation. Des séances de formation ont suivi qui ont permis de diffuser ces pratiques. Un ensemble de mécanismes d'incitation et de diffusion a été adopté (via les groupes de producteurs laitiers au Kenya et les fermes-écoles en République-Unie de Tanzanie) en vue de promouvoir ces pratiques d'agriculture intelligente face au climat.

### COMMENT

Le soutien financier ciblé apporté aux pays, visant à augmenter la productivité, à renforcer la capacité d'adaptation et à réduire les gaz à effet de serre, permettra d'atteindre beaucoup plus facilement l'objectif de sécurité alimentaire au niveau national. En particulier, les pays recevront un soutien financier utilisé pour identifier les systèmes de production/les pratiques et les technologies appropriés et mettre en place les institutions adaptées à leur environnement social, économique, environnemental et climatique spécifique. La FAO et ses partenaires apporteront les moyens, la méthodologie et les outils permettant de réaliser les estimations et les analyses liées au projet d'agriculture intelligente face au climat et de mettre en œuvre le projet lui-même.



## RÉSULTATS ATTENDUS

Les pays amélioreront les programmes nationaux visant à promouvoir des systèmes de production intégrés durables et équitables, à améliorer la gestion des forêts, à réduire les écarts de rendement des récoltes et à mettre en œuvre des pratiques durables d'élevage, de pêche et d'aquaculture qui renforceront la sécurité alimentaire.

- Cette initiative contribuera par ailleurs au renforcement de l'**Alliance mondiale pour une agriculture intelligente face au climat**, qui sera lancée au Sommet sur le climat des Nations Unies, qui se tiendra à New York en septembre 2014. Vingt pays, organisations internationales/régionales, associations d'exploitants agricoles et acteurs du secteur privé se sont déjà engagés à soutenir et/ou à participer à l'**Alliance mondiale pour une agriculture intelligente face au climat**;
- d'ici à 2020, au moins 25 pays auront élaboré **des politiques et des programmes** permettant à 25 millions de ménages en zone rurale d'élaborer, avec succès, des approches, des pratiques et des systèmes intelligents face au climat.

## PARTENAIRES CLÉS

La collaboration intersectorielle sera encouragée entre les partenaires experts (par exemple le programme sur le changement climatique, l'agriculture et la sécurité alimentaire du consortium GCRAI), les partenaires investisseurs (la Banque mondiale et le Fonds international de développement agricole par exemple), les organisations internationales, les organisations et les initiatives régionales (le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique/le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine), les institutions nationales, la société civile et le secteur privé.



## POURQUOI INVESTIR

Afin de révéler tout le potentiel de l'agriculture intelligente face au climat, il faut intervenir sur des projets de plus grande ampleur. Les bénéfices tirés des investissements sur des projets plus larges, qui prennent en compte les politiques, les institutions et les opportunités financières en faveur de la sécurité alimentaire, dans un contexte de changement climatique, seront supérieurs aux investissements initiaux. Il est nécessaire que les gouvernements et la société agissent rapidement à la réalisation des transformations qui permettront de faire face aux défis croisés de la sécurité alimentaire et du changement climatique, participant ainsi à la réalisation des objectifs de développement pour l'après-2015. Nous ne pouvons plus nous permettre de déconnecter l'avenir de la sécurité alimentaire de celui de l'environnement. Le développement social et les changements climatiques sont inextricablement liés. Il doit en être de même pour la réponse qui leur est apportée.

Liens vers les initiatives régionales de la FAO en **Afrique**: renforcer la gestion intégrée des paysages agricoles.



## L'initiative en faveur de la croissance bleue

*Soutenir la sécurité alimentaire, la lutte contre la pauvreté et la gestion durable des ressources aquatiques*

### QUOI

Cette initiative vise à restaurer le potentiel des océans et des zones humides grâce à l'introduction d'approches responsables et durables qui réconcilient la croissance économique et la sécurité économique avec la conservation des ressources aquatiques. Elle vise à créer un environnement permettant aux personnes employées dans les secteurs de la pêche et de l'aquaculture d'agir non seulement en tant qu'utilisateurs de ressources, mais également en tant que gestionnaire de ces ressources. La pêche et l'aquaculture apportent une contribution significative à la sécurité alimentaire et aux moyens d'existence de millions d'individus. De même, la chaîne de valeur représente près de 200 millions d'emplois directs ou indirects, de la récolte à la distribution: les moyens d'existence d'environ 880 millions de personnes dépendent de ce secteur.



### L'initiative en faveur de la croissance bleue en action

L'Indonésie, l'un des plus grands archipels du monde, a adopté un plan directeur pour le développement économique sur la base des concepts développés par l'initiative en faveur de la croissance bleue. Le Ministère indonésien des affaires maritimes et de la pêche doit mettre en œuvre l'initiative en faveur de la croissance bleue dans le sud-ouest de l'île de Lombok, dans la province du Nusa Tenggara occidentale. L'initiative privilégiera la pêche, l'aquaculture des poissons et des algues, l'élevage, la création de valeur, l'écotourisme et la restauration de la mangrove. La FAO apporte son expertise et assure le renforcement des capacités visant à soutenir les études de faisabilité, l'élaboration des politiques et la mise en œuvre des projets. Le coût total est estimé à environ 30 millions d'USD. En plus du financement public, d'autres partenaires financiers sont engagés sur ce projet, dont les États-Unis et l'organisation américaine Millennium Challenge Corporation.

Le domaine d'action de l'initiative en faveur de la croissance bleue est élargi à d'autres pays Membres (Maroc, Algérie et Sénégal, par exemple). D'autres pays, dont la Côte d'Ivoire, le Cap-Vert et l'Iran, ont demandé un appui. Les possibilités d'élargir les bénéfices de ce projet pilote à d'autres pays et communautés côtiers sont importantes.



## COMMENT

Grâce à un travail aux niveaux mondial, régional et national, les transformations toucheront la gestion de la pêche de capture, la conservation des ressources et de l'habitat et l'intensification durable de l'aquaculture.

## RÉSULTATS ATTENDUS

Les pays auront:

- **amélioré leurs politiques et leurs processus nationaux de gestion de la pêche et de l'aquaculture;**
- **adopté les meilleures pratiques et réduit les risques de maladie des animaux aquatiques.**

Pour parvenir à:

- **une efficacité de la chaîne de valeur des fruits de mer, une amélioration de l'état des écosystèmes aquatiques et une baisse de la surexploitation des ressources marines;**
- **une amélioration des moyens d'existence et des systèmes de production alimentaire plus sûrs.**

## PARTENAIRES CLÉS

La FAO montera des partenariats actifs avec des organisations internationales (le Programme des Nations Unies pour l'environnement, l'Organisation de coopération et de développement économiques, la Banque mondiale), des organisations actives dans les domaines de la pêche et de l'aquaculture (le réseau des centres d'aquaculture en Asie-Pacifique et WorldFish, par exemple), la société civile (le Collectif international d'appui à la pêche artisanale, le World Forum of Fish Harvesters and Fish Workers) et le secteur privé.



## POURQUOI INVESTIR

Avec ces ressources supplémentaires, les pays pourront soulager de manière plus efficace l'écosystème aquatique de la pression qui pèse sur lui: surexploitation, pollution, érosion de la biodiversité, expansion des espèces envahissantes, changements climatiques, acidification des océans. Près de 29 pour cent des ressources halieutiques sont surexploitées, ce qui entraîne des pertes économiques estimées à 50 milliards d'USD par an. La pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INDNR) représente chaque année, d'après les estimations, 20 pour cent de la pêche de capture. Les épidémies ont coûté à l'industrie aquacole des dizaines de milliards d'USD au cours des 20 dernières années. Investir dans cette initiative transformera la gouvernance et la gestion des ressources aquatiques, aidera à la conservation de la biodiversité et des habitats et rendra autonome les communautés dépendantes, notamment en renforçant leur capacité d'adaptation aux catastrophes naturelles et aux crises. La production durable augmentera, pour combler l'écart croissant entre l'offre et la demande de produits alimentaires aquatiques, et la performance environnementale et sociale des secteurs de la pêche et de l'aquaculture s'améliorera.

Liens vers les initiatives régionales de la FAO en **Asie et dans le Pacifique**: Initiative en faveur de la croissance bleue – mise en place et renforcement d'une aquaculture durable.



## Statistiques – La surveillance à l'appui du développement

*Renforcer les capacités statistiques nationales dans les domaines de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, des moyens d'existence, des systèmes de production alimentaire et des ressources naturelles*

### QUOI

Des données statistiques de grande qualité sont essentielles à l'élaboration et à la réalisation de politiques visant à diminuer la faim, la malnutrition et la pauvreté rurale. Elles sont également essentielles à la promotion d'une utilisation durable des ressources naturelles. Les décisions prises, ancrées dans la réalité, reposent sur les données statistiques, qui constituent leur socle fondateur. Ces données statistiques jouent un rôle essentiel pour mesurer et surveiller les progrès accomplis vers la réalisation des objectifs de développement nationaux et mondiaux. Il est essentiel d'améliorer les capacités nationales de collecte, de diffusion et d'analyse des données de base relatives à l'alimentation et à l'agriculture. Il est primordial d'adopter une approche coordonnée du renforcement des capacités statistiques, qui soit conforme à la stratégie suivie par le pays et à ses priorités.

En coopération avec ses partenaires internationaux et régionaux, la FAO met en œuvre la Stratégie mondiale pour l'amélioration des statistiques agricoles et rurales. Cette stratégie vise à aider les systèmes statistiques nationaux à améliorer la qualité de leurs données statistiques relatives à l'alimentation et à l'agriculture et sert de cadre directeur pour le renforcement des capacités statistiques aux niveaux mondial, régional et national. Voici trois nouvelles initiatives, à l'appui des objectifs de la stratégie mondiale et qui garantiront la qualité des données statistiques au niveau national:

L'initiative Voices of the Hungry (VoH) offre une approche innovante pour faire face aux restrictions existant aujourd'hui quand il s'agit de mesurer l'insécurité alimentaire. Depuis le début de l'année 2014, un questionnaire court et simple a été inclus dans l'enquête Gallup annuelle. Celui-ci permettra de surveiller de manière opportune les cas d'insécurité alimentaire dans tous les pays en développement. Cet indicateur en temps réel permettra d'analyser exactement les disparités hommes/femmes dans les cas d'insécurité alimentaire et d'évaluer les besoins de première urgence après une famine ou une catastrophe naturelle. Il a été proposé qu'il

### Les statistiques dévoilent des atouts cachés

Au Niger, une nouvelle méthodologie a été introduite qui permet de recenser le bétail en mouvement. Le recensement a révélé des atouts agricoles cachés, montrant que le Niger avait un nombre de têtes supérieur de 30 pour cent au nombre estimé précédemment, soit le stock le plus important de toute l'Afrique de l'Ouest. En se basant sur ces données, le Niger a rehaussé son Produit national brut de 2 pour cent et augmenté fortement le budget alloué à l'élevage. Ainsi, le gouvernement établit que le Niger pouvait satisfaire la demande domestique en lait et devenir un exportateur de viande.

constitue l'un des indicateurs clés du nouveau cadre de surveillance du programme de développement pour l'après-2015. La FAO apportera son soutien aux gouvernements afin que ceux-ci adoptent cette approche qui consiste à surveiller les tendances en matière de sécurité alimentaire, cibler les interventions et mesurer l'impact de la mise en œuvre des politiques et des programmes au niveau national.



L'enquête agricole et rurale intégrée (AGRIS) répond aux besoins des agriculteurs et des décideurs politiques d'être informés plus vite, mieux et à moindre coût. Son principal objectif est de mettre en place un système d'enquête intégrée aidant les pays à produire des données exhaustives sur la productivité agricole, les moyens d'existence et l'utilisation des ressources naturelles. Ce système vient renforcer les efforts déployés dans le cadre de la stratégie mondiale visant à augmenter les capacités des pays à produire des données sur l'agriculture. Il garantira l'adéquation entre la collecte de données et la demande.

Les données obtenues par télédétection et les nouvelles méthodologies de modélisation peuvent être utilisées pour améliorer l'estimation des surfaces cultivées et des rendements, les prévisions de récolte, l'alerte rapide en cas de menace sur la récolte et la surveillance des forêts, de la pêche, du couvert végétal et de l'eau. Ces données constituent un cadre général de base de sondage pour les enquêtes intégrées. Le cadre géospatial de surveillance des ressources naturelles proposé est un outil de gestion des données et des informations pluridisciplinaire. Il contribue à améliorer l'utilisation des données obtenues par télédétection dans le cadre de la surveillance des ressources agricoles et naturelles et de la production de statistiques sur l'agriculture.

## COMMENT

La FAO travaille au développement d'outils statistiques et à l'élaboration de normes et de directives dans ce domaine qui pourraient être adoptés aux niveaux régional et national. L'objectif est d'améliorer la capacité des pays à produire et à diffuser rapidement des données de meilleure qualité. Plus spécifiquement, la FAO collabore au niveau régional avec les principales parties prenantes pour élaborer et mettre en œuvre des plans d'action adaptés aux besoins régionaux. Au niveau national, la FAO finance les instituts nationaux de la statistique et les ministères de l'agriculture afin qu'ils élaborent des plans stratégiques sectoriels, qu'ils testent des outils statistiques et qu'ils améliorent les compétences techniques de leurs statisticiens, dans le but d'améliorer les données produites et de renforcer l'utilisation des statistiques dans les prises de décisions.



## RÉSULTATS ATTENDUS

- **Les pays sont capables de produire des données et de les utiliser afin que les décisions prises et que les politiques menées se fondent sur des éléments concrets. Ils sont capables de concentrer leurs ressources là où elles sont le plus nécessaires;**
- **des données précises et de grande qualité sont produites rapidement et mises en accès libre en tant que bien public mondial.**

## PARTENAIRES CLÉS

La Belgique, la Fondation Bill et Melinda Gates, le Département britannique pour le développement international, Eurostat, l'Université McGill, Gallup Inc., l'Agence italienne pour le développement, le Partenariat statistique au service du développement au XXI<sup>e</sup> siècle, l'Agence américaine pour le développement international, la Banque mondiale, les banques de développement régional et les commissions régionales des Nations Unies, les instituts nationaux de la statistique et les ministères de l'agriculture.

## POURQUOI INVESTIR

L'aide de partenaires financiers permettra à la FAO de renforcer la capacité de 90 pays à collecter et à diffuser rapidement des données statistiques agricoles et rurales pertinentes sur une durée de cinq ans. Comme le montrent déjà les résultats des initiatives pilotes, l'utilisation de méthodologies améliorées a déjà un impact positif sur la collecte de données statistiques agricoles de bonne qualité – ce qui permet aux pays d'élaborer des plans d'action à court terme en parallèle à des politiques à long terme visant à soutenir leur secteur agricole.

Vient en appui de toutes les initiatives régionales de la FAO.



## Crises dans la filière alimentaire – Système de prévention des crises

*Prévenir les maladies et ravageurs transfrontières des animaux et des plantes, à impact élevé; prévenir les menaces pour la sécurité sanitaire des aliments; s'y préparer et y répondre*

### QUOI

Les ravageurs et les maladies transfrontières des animaux et des plantes (y compris dans le secteur de la pêche et forestier), à impact élevé, représentent une menace majeure pour la filière alimentaire. Les incidents touchant la sécurité alimentaire et les incidents radiologiques peuvent également avoir des effets néfastes. L'ensemble de la filière alimentaire est vulnérable, de la production à la consommation finale. Les menaces qui pèsent sur la filière nuisent à la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations au quotidien. Leurs moyens d'existence et leur santé sont mis en danger. Le cadre de gestion des crises pour la filière alimentaire – système de prévention des crises intègre la prévention des situations d'urgence touchant la filière alimentaire ainsi que la préparation et la réponse à ces situations.



### L'épidémie de grippe aviaire hautement pathogène a été endiguée

La FAO, ses partenaires et les autorités nationales ont réussi à contenir les foyers de grippe aviaire extrêmement pathogène de type H5N1. Des 60 pays touchés en 2006, il n'en restait plus que six en 2014, grâce à une surveillance efficace, à une détection du virus et à une alerte précoces et à une réponse rapide. Les investissements préalables dans les mesures de prévention (investissements dans les laboratoires et dans les systèmes d'information sanitaire des pays touchés, par exemple) ont été déterminants, ainsi que la coordination mondiale et régionale, très solide.

### COMMENT

Le système de prévention des crises a été créé en 1994 et a œuvré à la protection de la sécurité alimentaire et nutritionnelle en luttant contre les ravageurs et les maladies transfrontières des animaux et des plantes. En 2009, le système de prévention des crises a vu son champ d'action élargi aux questions de sécurité sanitaire des aliments dans les cas où la santé humaine est liée à la santé des animaux et des plantes. La FAO a adopté l'approche «Un monde, une santé», grâce à laquelle elle contribue à la collaboration intersectorielle pour prévenir les situations de risques multiples et y répondre.

### La menace du criquet pèlerin a été contenue

Le système de prévention et de réponse rapide contre les ravageurs et les maladies transfrontières des animaux et des plantes a financé, via la Commission de la FAO de lutte contre le criquet pèlerin en Afrique de l'Ouest et du Nord, la création d'Unités nationales autonomes de lutte antiacridienne au Tchad, au Mali, en Mauritanie et au Niger (2007-2010). Depuis la dernière grande recrudescence du criquet pèlerin entre 2003 et 2005, la Mauritanie et le Niger ont réussi à lutter contre les attaques dans leurs pays.



## RÉSULTATS ATTENDUS

- **Une meilleure prévention:** surveillance permanente des menaces pesant sur la filière alimentaire, analyse des risques, détection précoce, alerte précoce et réaction rapide face à la menace, communication efficace;
- **une meilleure préparation, une intervention plus efficace:** une meilleure préparation aux situations d'urgence grâce à une meilleure planification des interventions d'urgence, à de meilleures infrastructures spécialisées (laboratoires, quarantaine, etc.), à un accès rapide aux produits nécessaires (pesticides, vaccins, etc.) et à des procédures opérationnelles standardisées. Une bonne préparation permet d'apporter une réponse plus adaptée et plus rapide basée sur des techniques de contrôle respectueuses de l'environnement;
- **une collaboration plus étroite et un renforcement des capacités nationales** à prévenir les crises, à les préparer et à apporter une réponse adaptée.

## PARTENAIRES CLÉS

Les partenariats solides noués avec les autorités nationales, les organisations internationales et régionales et les instituts de recherche ont joué un rôle crucial. Les partenariats actuels incluent l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE), l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), les organisations internationales de recherche sur l'agriculture (le Consortium des centres de recherche internationaux sur l'agriculture [CGIAR]), les organisations régionales (Bureau international de l'Union africaine pour les ressources animales [AU-IBAR]) et les instituts nationaux de recherche agricole.



## POURQUOI INVESTIR

Investir dans ce système signifie investir dans la prévention des crises dans la filière alimentaire. En général, la prévention se montre quatre à sept fois moins chère que la réponse à une situation d'urgence. Il est essentiel de s'assurer que la production animale et végétale s'inscrit dans la perspective d'un développement durable et de garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle et la sécurité sanitaire des aliments. Ceci dans le but de protéger les moyens d'existence et de réaliser des économies, sur le long terme. Le coût total de la campagne contre la recrudescence du criquet pèlerin entre 2003 et 2005 en Afrique de l'Ouest s'est monté à 570 millions d'USD alors que si des investissements préalables avaient été réalisés, le montant nécessaire à la prévention n'aurait été que de 3,3 millions d'USD par an.

Liens vers les initiatives régionales de la FAO: en **Afrique**, renforcer la gestion intégrée des paysages agricoles, et renforcer la capacité d'adaptation en milieu aride; en **Europe et en Asie centrale**, améliorer les échanges agroalimentaires et l'intégration régionale; en **Amérique latine et dans les Caraïbes**, améliorer les systèmes nationaux et régionaux de production de denrées alimentaires et d'aliments pour animaux; au **Proche-Orient et en Afrique du Nord**, améliorer la capacité d'adaptation en vue de renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle.



## Investir dans un monde libéré de la faim

*Renforcer les capacités institutionnelles et décisionnelles pour éradiquer la faim,  
l'insécurité alimentaire et la malnutrition*

### QUOI

L'insécurité alimentaire, la faim et la malnutrition sont des problèmes complexes qui ne peuvent être résolus par un seul secteur ou une partie prenante. Plus de 800 millions de personnes souffrent encore de faim chronique. La FAO s'emploie à créer des conditions propices aux niveaux national, régional et mondial afin que tous les acteurs puissent contribuer à l'éradication de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition d'une manière plus ciblée et plus efficace.

### COMMENT

En travaillant avec les États Membres et d'autres partenaires, la FAO:

- appuiera le processus de concertation relatif aux cadres de décision mondiaux et régionaux, afin qu'ils intègrent et traitent effectivement les aspects et les problèmes de la sécurité alimentaire et de la nutrition;
- veillera à ce que les cadres de décision approuvés aux niveaux régional et mondial se traduisent par des mesures et des engagements concrets au niveau national. Les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts et le droit à l'alimentation, prônés par le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA), ainsi que les directives fournies dans le cadre de plusieurs initiatives régionales «Faim Zéro» en sont des exemples tangibles;
- aidera les pays à intégrer la sécurité alimentaire et la nutrition dans leurs politiques, programmes et cadres juridiques sectoriels et intersectoriels afin que les efforts qui mèneront à l'éradication de la faim fassent l'objet d'une attention plus ciblée;
- encouragera les partenariats et établira un consensus entre les gouvernements, les partenaires du développement, la société civile et le secteur privé pour que les approches intersectorielles soient plus cohérentes et mieux coordonnées; et

#### Renforcer la gouvernance des régimes fonciers au service de la sécurité alimentaire

Dans le cadre du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA), qui a été réformé, les concertations que la FAO a menées avec des intervenants des États Membres, de la société civile et du secteur privé ont débouché sur un accord mondial novateur visant à améliorer la gouvernance des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts... au profit de tous, l'accent étant mis sur les personnes vulnérables et marginalisées. Cet accord a été largement approuvé en 2012. Depuis, la FAO travaille avec les pays de toutes les régions pour que la gouvernance responsable des régimes fonciers soit une réalité sur le terrain.



- favorisera un dialogue ouvert sur les politiques et la prise de décisions raisonnée en se fondant sur des analyses factuelles reposant sur des données, des informations et des analyses de grande qualité relatives à la sécurité alimentaire et la nutrition.

## RÉSULTATS ATTENDUS

- **Les objectifs fixés pour la sécurité alimentaire et la nutrition** sont intégrés dans les politiques nationales, les plans d'investissement, les programmes et les cadres juridiques grâce au renforcement des capacités des gouvernements et des principaux intervenants;
- **les engagements pris en matière de sécurité alimentaire et de nutrition** sont renforcés, les investissements consentis dans ces domaines sont plus efficaces et les mécanismes de reddition de comptes sont plus rigoureux grâce à l'amélioration des capacités;
- **des mécanismes de coordination et de gouvernance plus ouverts** sont adoptés;
- **des processus de prise de décision fondée sur des données probantes** sont mis en place pour renforcer les capacités afin de produire des analyses complètes, rapides et de qualité de la sécurité alimentaire et de la nutrition et d'en améliorer la diffusion.

## PARTENAIRES CLÉS

L'obtention de résultats concrets dans les pays dépendra de la collaboration étroite établie par la FAO et ses États membres avec des partenaires. La FAO coopère à tous les niveaux avec d'autres organisations du système des Nations Unies, des organismes spécialisés dans le développement, la société civile, le secteur privé et les universités pour que les efforts déployés pour traiter les problèmes posés par l'insécurité alimentaire et la malnutrition soient traités de manière plus efficace et ciblée dans tous les secteurs, y compris en investissant dans l'agriculture, la foresterie, la pêche, les ressources naturelles, la santé et l'éducation. Les actions visant à éradiquer la faim bénéficieront de l'appui du programme de coopération Sud-Sud de la FAO.



## POURQUOI INVESTIR

Les problèmes de sécurité alimentaire et de nutrition font partie des priorités de la communauté internationale, qui doit cependant faire des progrès plus rapides pour éliminer la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition à tous les niveaux. Pour y parvenir, il faut accélérer le rythme des investissements et les orienter vers le renforcement des capacités humaines et la mise en place d'un cadre institutionnel et décisionnel favorable.

Liens vers les initiatives régionales de la FAO en **Afrique** et le partenariat renouvelé pour éradiquer la faim d'ici à 2025; en **Asie et dans le Pacifique** pour soutenir le «Défi Faim zéro» et en **Amérique latine et aux Caraïbes**, à l'appui de l'Initiative «L'Amérique latine et les Caraïbes libérées de la faim».



## Faire plus avec moins de moyens: l'intensification durable de l'agriculture

Accroître la productivité agricole et aider les populations à tirer le meilleur parti des ressources naturelles et d'autres ressources en utilisant des pratiques efficaces et durables dans les domaines des forêts, de la pêche, de l'aquaculture, de l'agriculture et de l'élevage

### QUOI

L'intensification durable consiste à augmenter la productivité et à améliorer l'efficacité de l'utilisation des ressources, dans un contexte de vive concurrence pour exploiter une base de ressources naturelles qui se dégrade. Des gains d'efficacité peuvent être obtenus en établissant des liens «intelligents» entre les utilisateurs de ressources et en augmentant l'utilisation de flux de nutriments dans les systèmes agricoles intégrés; en rehaussant la qualité des aliments pour animaux et en équilibrant les régimes alimentaires; en améliorant la consommation d'énergie tout au long de la chaîne de valeur; et en utilisant des technologies de l'information et de la communication afin d'accélérer l'adoption des innovations. L'utilisation efficace des ressources est particulièrement importante pour les petits exploitants des pays en développement, qui sont souvent confrontés à une pénurie de ressources, mais elle est également capitale à l'échelle de la planète, qui doit faire face aux problèmes liés à la sécurité, à la durabilité et à l'impact sur l'environnement.

### COMMENT

Grâce à l'élaboration d'une vision commune, ce domaine d'activité s'intéressera aux liens complexes qui existent entre les utilisateurs de ressources, l'environnement naturel, et des objectifs de développement plus larges. Il s'agit d'un processus intégré, comme l'approche qui traite globalement les paysages et les écosystèmes. De meilleures pratiques de gestion seront recensées et encouragées grâce au renforcement des partenariats avec des institutions de recherche et de développement, et au moyen de la coopération Sud-Sud, qui sera vivement encouragée. La FAO a déjà noué des partenariats avec des institutions de recherche et de développement. Elle est désormais mieux placée, du fait de sa nouvelle approche multidisciplinaire, pour relever les défis et donner un nouvel élan à ce travail.



#### **L'initiative «Produire plus avec moins de moyens» améliore l'efficacité de l'utilisation des ressources et peut déboucher, par exemple, sur l'emploi réduit d'insecticides dans la riziculture**

Dans les systèmes agricoles bien gérés, les pertes de récoltes dues aux ravageurs, aux maladies et aux mauvaises herbes peuvent être maintenues en deçà des seuils qui provoquent des pertes économiques. Il convient pour cela de sélectionner des variétés résistantes, de conserver et d'exploiter des services écosystémiques et des techniques culturales qui limitent l'impact des organismes nuisibles, et de cultiver des plantes vivrières qui sont résistantes aux chocs et peuvent s'adapter à des conditions défavorables. La lutte intégrée contre les ravageurs est la plus efficace lorsqu'elle est relayée par les écoles pratiques d'agriculture et facilitée par la production et la fourniture locales de pesticides biologiques et d'autres agents de lutte contre les organismes nuisibles. Elle doit être renforcée par des réglementations en matière de pesticides qui sont rigoureusement appliquées et la suppression des subventions aux pesticides. L'intensification de la plupart des cultures de riz tropical, par exemple, ne nécessite pas de recourir à des insecticides. L'Indonésie a considérablement réduit ses dépenses en matière d'utilisation de pesticides dans la production de riz entre 1988 et 2005. Les rendements ont doublé, passant de 3 tonnes à 6 tonnes par hectare grâce à l'utilisation de variétés améliorées, d'engrais et de systèmes d'irrigation. Mais il ne faut surtout pas relâcher les efforts, car la commercialisation de pesticides à faible coût et le manque de soutien dont pâtissent l'éducation des agriculteurs et la recherche écologique sur le terrain peuvent relancer l'utilisation intensive de ces produits. L'intégration de l'aquaculture dans les systèmes de production rizicole est encouragée par les ministères responsables en Indonésie et réduit encore davantage l'utilisation des pesticides afin de protéger les poissons. Cette stratégie a des effets positifs sur la stabilité des systèmes de riziculture et augmente les revenus agricoles.



## RÉSULTATS ATTENDUS

- **Les principes de l'utilisation efficace des ressources** dans l'agriculture sont intégrés dans les politiques et les programmes nationaux destinés aux secteurs agricoles afin d'améliorer la productivité et la sécurité alimentaire et nutritionnelle;
- **la gouvernance des systèmes de production agricole est améliorée grâce aux partenariats, au dialogue et à la collaboration** entre les différents utilisateurs de ressources et les groupes d'intérêt;
- **les capacités** sont renforcées à **tous les niveaux pour que les décisions prises soient appropriées**, surtout lorsqu'il faut s'adapter à la pénurie de ressources;
- **les technologies et les pratiques sont adaptées et adoptées aux conditions locales** afin d'établir des arbitrages entre les ressources et les gains d'efficacité, et de réaliser d'autres objectifs, tels que l'égalité des sexes et l'équité, la croissance rurale et la préservation des écosystèmes.

## PARTENAIRES CLÉS

Communautés d'agriculteurs et de pêcheurs, communautés autochtones qui vivent dans la forêt, groupements d'agriculteurs, institutions et réseaux locaux et régionaux, Consortium des centres internationaux de recherche agronomique du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI), universités et autres institutions et organismes de recherche et de développement, société civile, secteur privé et gouvernements nationaux.



## POURQUOI INVESTIR

Selon les estimations, la population mondiale devrait passer de 7 à 9 milliards d'individus d'ici à 2050, et la demande de nourriture, de fibres, de bois et d'autres produits agricoles devrait connaître une augmentation rapide. Faire plus avec moins de moyens est donc impératif. Dans ce domaine d'activité, on aidera les pays à recenser les options et les solutions permettant d'accroître la productivité et d'économiser les ressources externes. Le but de tout investissement dans ce domaine est de promouvoir l'accroissement de la production durable, de renforcer la performance environnementale et sociale, et d'améliorer la capacité d'adaptation des communautés et des écosystèmes au changement climatique et à la volatilité des marchés.

Liens vers les initiatives régionales de la FAO en **Afrique** visant à renforcer la gestion intégrée des paysages agricoles; en **Asie et dans le Pacifique**: Initiative sur le riz et Initiative en faveur d'une «croissance bleue»; et au **Proche-Orient et en Afrique du Nord**: Initiative sur la raréfaction de l'eau.



## Services écosystémiques et biodiversité au service de l'alimentation et de l'agriculture

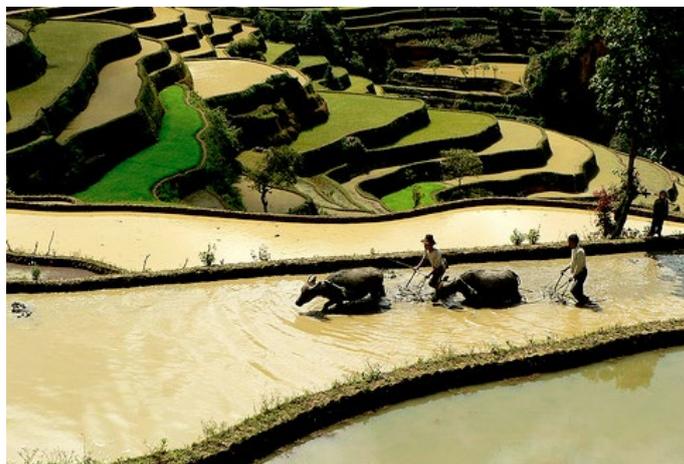
*Appuyer et améliorer la fourniture de services écosystémiques dans les paysages de production (agriculture/élevage, pêche et aquaculture, foresterie et espaces naturels)*

### QUOI

Les services écosystémiques sont les «avantages que les populations peuvent tirer des écosystèmes». Ces services sont fondés sur la biodiversité, qui englobe la diversité et la variabilité des animaux, des plantes et des micro-organismes aux niveaux de la génétique, des espèces et des écosystèmes. Parallèlement à tous les travaux entrepris pour améliorer l'efficacité des ressources et optimiser l'utilisation d'intrants, il convient de veiller à ce que les fonctions des écosystèmes soient préservées et maintenues, et que leur biodiversité soit sauvegardée. Ce domaine d'activité se concentre explicitement sur le renforcement de la gestion et la mise en place d'environnements qui favorisent le maintien et la restauration des services écosystémiques et renforcent leur contribution aux systèmes de production et aux paysages. Dans le passé, la gestion des ressources naturelles avait pour but de contrôler la nature à des fins particulières: par exemple, récolter des produits destinés à la consommation directe ou à la commercialisation sur les marchés. Les services écosystémiques, quant à eux, exigent des approches de gestion qui reconnaissent que les écosystèmes sont des systèmes complexes, multiscalaires, adaptatifs et dynamiques qui produisent de multiples avantages, y compris dans le domaine de l'alimentation.

### COMMENT

La FAO travaille avec des partenaires en Asie, en Afrique et en Amérique latine pour élaborer des directives sur la façon dont les approches et les outils peuvent être utiles et pertinents dans des contextes agroécologiques spécifiques. Les approches des services écosystémiques gagnant du terrain, de nouvelles mesures de gouvernance pourraient s'avérer nécessaires. Élaborer des cadres de gestion et de décision au niveau national permettra de renforcer la gestion des services écosystémiques en s'appuyant sur des initiatives telles que les paiements et les mesures incitatives pour les services écosystémiques, le Partenariat mondial sur les sols, le mécanisme de restauration des forêts et du paysage, le Programme-cadre de gestion des bassins versants et les Systèmes ingénieurs du patrimoine agricole mondial.



#### Comptabilisation des actifs naturels

Les mécanismes formels utilisés par la plupart des gouvernements pour mesurer et rendre compte de leurs «actifs naturels» - provenant, par exemple, de la forêt et de la faune - ont pour effet de sous-valoriser de manière importante l'apport de ces secteurs. En Afrique, par exemple, on estime que le secteur forestier représente en moyenne 1,3 pour cent du PIB de ce continent; pourtant, des études systématiques d'activités économiques telles que l'écotourisme montrent que l'apport de ce secteur pourrait être de l'ordre de 8 pour cent à lui seul. À sa dix-neuvième session en 2013, tenue en Namibie, la Commission des forêts et de la faune sauvage pour l'Afrique a reconnu que la comptabilité actuelle des actifs naturels était déficiente, et elle s'est engagée à développer des capacités nationales pour comprendre la façon d'évaluer les services écosystémiques et en appliquer les principes dans les politiques publiques et les décisions financières. Il s'agit d'une première étape importante vers la reconnaissance et l'évaluation de la contribution des ressources naturelles à l'économie nationale et de la nécessité d'accroître les investissements en faveur de leur gestion durable.

## RÉSULTATS ATTENDUS

- **Des cadres intégrés et multisectoriels ainsi que des outils et des directives** sont élaborés pour évaluer et valoriser les avantages des services écosystémiques dans tous les systèmes de production; et des approches pour les améliorer et les maintenir sont adoptées par les parties prenantes;
- **les capacités des fonctionnaires nationaux sont renforcées** en matière de gestion des écosystèmes agricoles afin d'assurer l'entretien et la restauration des services écosystémiques;
- **des politiques et des mesures de gestion appropriées sont appliquées pour renforcer** les capacités institutionnelles afin de maintenir, de restaurer et d'améliorer la valeur des services écosystémiques mis en œuvre;
- **la gouvernance est renforcée grâce au dialogue, à la compréhension et à la participation de multiples intervenants** aux approches écosystémiques, qui comprennent également la reconnaissance des droits des communautés locales et de leurs systèmes de connaissances indigènes.

## PARTENAIRES CLÉS

Programme des Nations Unies pour l'environnement (y compris l'économie des écosystèmes et de la biodiversité), Consortium des centres internationaux de recherche agronomique du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI), Conventions sur la diversité biologique et la dégradation des sols, Fonds pour l'environnement mondial, organismes régionaux, gouvernements nationaux, organismes de conservation, communautés d'agriculteurs et de pêcheurs, communautés vivant dans les forêts, secteur privé.



## POURQUOI INVESTIR

Pour assurer la viabilité à long terme des systèmes alimentaires et agricoles grâce à la gestion des services écosystémiques; pour améliorer les interactions biologiques bénéfiques et les synergies entre les différentes composantes de l'agrobiodiversité et les systèmes de production connexes, en favorisant ainsi les processus et les fonctions écologiques clés; pour renforcer le capital naturel afin d'assurer la viabilité à long terme des systèmes de production; et pour encourager les situations gagnant-gagnant en rapprochant les cycles biologiques (par exemple entre les cultures, les sols, et le bétail, ou des systèmes terrestres et aquatiques) et en transformant les externalités négatives en contributions positives.

Liens vers les initiatives régionales de la FAO en **Asie et dans le Pacifique**: Initiative sur le riz; et en **Afrique**: Initiative sur la gestion intégrée des paysages agricoles.

## Transformations rurales: stimuler l'agriculture familiale paysanne et l'emploi rural

*Réduire la pauvreté rurale en diversifiant les moyens de subsistance*

### QUOI

Les trois quarts des pauvres et des personnes qui souffrent de la faim et de pauvreté extrême dans le monde vivent dans les zones rurales et la plupart dépendent de l'agriculture familiale. Pour combattre la pauvreté rurale, il est essentiel d'améliorer les perspectives d'emploi et de revenus pour les pauvres, et donc de construire des économies rurales plus résistantes aux chocs et diversifiées. Le programme de la FAO «Transformations rurales: stimuler l'agriculture familiale et l'emploi rural» propose une approche intégrée qui vise à renforcer les moyens de subsistance pour améliorer l'accès des ruraux pauvres aux ressources productives, aux organisations, aux services et aux marchés et à de meilleures possibilités d'emploi. Les femmes et les jeunes des zones rurales sont souvent confrontés aux défis les plus ardues et répondre à leurs besoins est une priorité du programme.

### COMMENT

La FAO aide les pays à concevoir et mettre en œuvre des stratégies intégrées de développement rural qui donnent la priorité à l'accroissement de la productivité des petites exploitations familiales et à la diversification de revenus et des possibilités d'emplois. L'approche a été appliquée avec succès dans divers pays d'Afrique subsaharienne et d'autres régions. Elle incorpore d'autres pratiques réussies de la FAO comme les stages pratiques pour agriculteurs et les écoles pratiques d'agriculture et d'apprentissage à la vie pour les jeunes. Cette approche intégrée est au cœur de plusieurs programmes régionaux.

#### **Créer des emplois décents pour les jeunes ruraux**

La FAO a encouragé les partenariats entre les gouvernements et le secteur privé (y compris les organisations de producteurs) qui facilitent la participation des jeunes aux initiatives nationales et régionales relatives à l'emploi.

Au Malawi et en République-Unie de Tanzanie, le modèle d'emploi des jeunes ruraux est devenu une situation gagnant-gagnant pour toutes les institutions et les acteurs impliqués. Les diplômés des écoles pratiques d'agriculture et d'apprentissage à la vie pour les jeunes ont fait état d'une amélioration d'au moins 60 pour cent des retombées économiques. Ces jeunes ont en effet une perception plus positive de l'agriculture et n'hésitent plus à saisir les opportunités d'emploi et à se lancer dans des projets d'entreprise. En outre, chaque diplômé a formé, en moyenne, 20 autres jeunes ruraux de son district, créant un effet d'entraînement important.



## RÉSULTATS ATTENDUS

- **Améliorer l'accès des ruraux pauvres aux ressources et aux services** en renforçant les organisations et les institutions rurales, en développant les services et les infrastructures rurales, en facilitant l'accès à la terre et à d'autres ressources naturelles et en les gérant de manière durable, et en encourageant l'emploi de technologies qui augmentent durablement la productivité des petits exploitants agricoles, des entreprises agroalimentaires et les possibilités de création de revenus;
- **améliorer les possibilités des ruraux pauvres d'accéder à un emploi agricole et non agricole décent** en élaborant des stratégies de création d'emplois ruraux et de diversification de l'économie rurale, en encourageant la formation professionnelle des producteurs et des travailleurs ruraux, et en assurant des conditions de travail décentes dans les zones rurales, notamment en appliquant les normes internationales relatives au travail.

## PARTENAIRES CLÉS

La FAO s'engage dans des partenariats aux niveaux mondial, régional et national. Les principaux partenariats sont notamment le programme «Avenir rural» du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), avec l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), le Fonds International de développement agricole (FIDA) et le Programme alimentaire mondial (PAM). Ces partenariats visent à donner de nouveaux moyens économiques aux femmes rurales afin de faciliter leur émancipation. Par ailleurs, des partenariats sont actuellement établis avec des organismes du secteur privé, notamment des organisations de producteurs et leurs fédérations et syndicats. La FAO coopère également avec l'Organisation internationale du travail (OIT) pour mettre en œuvre l'Agenda pour le travail décent.



## POURQUOI INVESTIR

Des ressources supplémentaires permettront d'intensifier l'appui technique fourni aux gouvernements et à d'autres parties prenantes pour réduire la pauvreté rurale dans les pays où elle est la plus élevée. Investir dans ce programme permettra de mobiliser des investissements publics et privés pour accroître la productivité agricole des petites exploitations, diversifier l'activité économique en milieu rural, et améliorer durablement les capacités de création de revenus des ruraux pauvres.

Liens vers les initiatives régionales de la FAO en **Afrique**, assurer la production et la diversification durables; en **Amérique latine et dans les Caraïbes**, développer l'agriculture familiale et aménager les zones rurales; en **Europe et en Asie centrale**, renforcer l'agriculture artisanale durable; au **Proche-Orient et en Afrique du Nord**, améliorer la petite agriculture.



## La protection sociale à l'appui de la sécurité alimentaire et de la réduction de la pauvreté rurale

*Étendre la protection sociale pour améliorer l'accès à la nourriture et stimuler l'agriculture*

### QUOI

La grande majorité des personnes vivant dans les zones rurales n'ont aucun accès à la protection sociale. Il est maintenant largement reconnu que les systèmes de protection sociale jouent un rôle essentiel dans toute stratégie à court et à long terme visant à éradiquer la faim et la pauvreté rurale. Ces systèmes aident les ménages pauvres et vulnérables à surmonter la sous-alimentation en leur offrant un accès direct à la nourriture ou au moyen d'acheter des vivres. De même, des interventions de protection sociale bien conçues peuvent contribuer à améliorer la productivité agricole, renforcer les économies rurales locales, donner de nouveaux moyens d'émancipation aux femmes rurales et promouvoir l'inclusion sociale, et donc réduire la pauvreté rurale.

### COMMENT

La FAO aide les pays à concevoir et mettre en œuvre des mécanismes de protection sociale qui améliorent la sécurité alimentaire, aident les ménages ruraux à mieux gérer les risques, et développent la production agricole et les moyens d'existence des ruraux. Les capacités des gouvernements et des parties prenantes nationales sont renforcées grâce à des outils d'analyse des politiques qui facilitent l'évaluation de l'impact des régimes de protection sociale. Une analyse de l'accès à la nourriture, de la productivité agricole et de la pauvreté dans les ménages et les communautés permet de prendre des mesures ciblées. À cette fin, la FAO encourage le dialogue sur les politiques sociales et établit des centres de formation régionaux dans le cadre de la coopération Sud-Sud.

#### **Aligner les programmes de réduction de la pauvreté rurale et de protection sociale au Ghana**

La FAO a analysé les programmes de protection sociale mis en place dans un district situé au nord du Ghana, dans le cadre d'un programme intégré de réduction de la pauvreté en milieu rural. Il en résulte que le gouvernement étendra son principal régime de protection sociale (Programme d'autonomisation des moyens d'existence contre la pauvreté [LEAP]), afin d'en faire bénéficier toutes les communautés du district cible et de l'intégrer dans des programmes plus larges de développement agricole et rural prévus pour la région.

S'appuyant sur l'analyse des politiques menées par la FAO et le soutien de l'Organisation à celles-ci, le Gouvernement reconnaît que: «Le programme LEAP a eu un impact positif sur la croissance économique locale. Chaque Cedi ghanéen (GH) transféré à un bénéficiaire a le potentiel d'accroître l'économie locale de 2,50 GH. Le programme a permis aux familles les plus pauvres de mieux satisfaire leurs besoins de base, d'établir leurs priorités en matière de santé, d'inscrire leurs enfants à l'école, d'améliorer la fréquentation scolaire, d'accroître leur épargne et de travailler pour se sortir de la pauvreté».

(Président du Ghana, le 28 avril 2014)



## RÉSULTATS ATTENDUS

- **Étendre et améliorer l'efficacité des systèmes de protection sociale** et faire en sorte qu'ils soient alignés sur les politiques alimentaires et nutritionnelles, les politiques agricoles et les politiques de développement rural.

## PARTENAIRES CLÉS

La FAO s'engage avec de nombreux partenaires aux niveaux mondial, régional et national. Avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et l'Organisation internationale du travail (OIT), la FAO encourage l'approche De la protection à la promotion (PtoP), qui aide les pays à élaborer des politiques et à étendre la protection sociale aux zones rurales. Des partenariats avec le Programme alimentaire mondial (PAM) et le Fonds international de développement agricole (FIDA) ont été établis pour renforcer une série de filets de sécurité, notamment les initiatives en matière d'achats de produits alimentaires, les programmes plus importants d'achats aux petits agriculteurs locaux en Afrique et les systèmes d'assurance indexée. La coopération Sud-Sud intervient dans tous ces domaines. La FAO est un membre du Conseil de coopération interinstitutions pour la protection sociale.



## POURQUOI INVESTIR

L'extension des régimes de protection sociale aux zones rurales et leur alignement sur les politiques de soutien en matière agricole et alimentaire est un moyen éprouvé et rentable d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition, de réduire la pauvreté rurale et d'atténuer la vulnérabilité aux chocs environnementaux. L'expertise accumulée dans le cadre du programme de la FAO sur «La protection sociale pour la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté rurale» ainsi que son avantage comparatif permettent d'intensifier ces efforts et d'échanger des données d'expérience.

Liens vers les initiatives régionales de la FAO: en **Afrique**, constituer des moyens de subsistance résilients, en **Amérique latine et dans les Caraïbes**, développer l'agriculture familiale et les zones rurales, et soutenir une Amérique latine libérée de la faim; au **Proche-Orient et en Afrique du Nord**, favoriser la petite agriculture et renforcer la résilience pour améliorer la sécurité alimentaire.



## Des systèmes agricoles et alimentaires ouverts et efficaces

*Favoriser la participation effective des petits producteurs, des entreprises agricoles et des pays aux marchés et aux systèmes agroalimentaires nationaux et internationaux*

### QUOI

Les systèmes agroalimentaires sont de plus en plus globalisés, urbanisés, concentrés et axés sur la technologie; il faudra donc, pour réaliser la sécurité alimentaire et réduire la pauvreté, appliquer une approche plus intégrée pour améliorer l'efficacité et la participation effective des petits producteurs, des entreprises agricoles et des pays aux systèmes et marchés agroalimentaires nationaux et internationaux.

### COMMENT

La FAO contribue à rendre les systèmes agricoles et alimentaires plus efficaces et plus ouverts, en:

- favorisant la mise en place de systèmes de commercialisation agroalimentaire efficaces et ouverts;
- appuyant l'élaboration de normes et leur utilisation pour améliorer la sécurité sanitaire des aliments et l'efficacité des marchés;
- rendant les chaînes agro-industrielles et agroalimentaires plus efficaces et plus ouvertes;
- renforçant l'impact de la finance et de l'investissement;
- jouant un rôle déterminant dans l'Initiative mondiale sur la réduction des pertes et gaspillages alimentaires;
- contribuant à la création de cadres politiques et commerciaux incitatifs pour les systèmes agroalimentaires.

#### Une valorisation plus grande pour des produits d'origine et de qualité

La FAO travaille avec les gouvernements pour aider les producteurs à développer des labels de qualité et d'origine, tels que les indications d'origine géographique, et ces efforts stimulent la création de débouchés et améliorent les revenus des producteurs. Sur la base des travaux fructueux entrepris en collaboration avec la Banque européenne pour la reconstruction et le développement en Croatie, Géorgie, Serbie et dans d'autres pays dont les économies sont en transition, ce travail peut maintenant être généralisé à l'ensemble de la région et ailleurs.



#### Installations d'assistance technique

La FAO redouble d'efforts pour créer des installations d'assistance technique afin que le financement de la chaîne de valeur soit plus accessible aux petits exploitants. En Éthiopie, au Niger et en République-Unie de Tanzanie, la FAO a collaboré avec l'Union européenne et la Fondation Rabobank pour améliorer les capacités techniques et de gestion en vue de procéder à des investissements qui ont bénéficié à plus de 250 000 agriculteurs.



## RÉSULTATS ATTENDUS

On s'efforcera, dans ce domaine d'activité, d'améliorer l'efficacité et l'ouverture des systèmes agricoles et alimentaires en contribuant à:

- **des normes, des mécanismes et des accords internationaux** qui rendent les échanges et les marchés plus ouverts et plus efficaces et qui seront formulés et mis en œuvre par les pays;
- **des agro-industries et des chaînes agroalimentaires plus ouvertes et efficaces**, qui seront développées et mises en œuvre par les secteurs public et privé;
- **des politiques, des instruments financiers et des investissements** qui améliorent l'ouverture et l'efficacité des systèmes agroalimentaires, et qui seront élaborés et mis en œuvre par les secteurs public et privé.

## PARTENAIRES CLÉS

Des partenariats externes ont été mis en place et seront développés avec les gouvernements nationaux, les principales institutions du système des Nations Unies et d'autres organisations internationales, des institutions financières, des partenaires fournisseurs de ressources, des instituts universitaires et de recherche, de nombreuses organisations non gouvernementales, des représentants du secteur privé et des initiatives et organismes régionaux. La coopération Sud-Sud contribuera à un certain nombre de domaines d'activité tels que le commerce, l'intégration contractuelle des exploitations familiales dans les chaînes agroalimentaires, la sécurité sanitaire des aliments, les institutions de l'agro-industrie et le développement durable de la chaîne de valeur alimentaire.

### Répondre aux besoins alimentaires des populations urbaines

La FAO a aidé les décideurs en Afrique, en Asie et en Amérique latine à améliorer les systèmes alimentaires locaux afin de mieux répondre aux besoins alimentaires des populations urbaines. En conséquence, des politiques, des actions et des plans d'investissement à long terme ont été élaborés pour un grand nombre de villes.



## POURQUOI INVESTIR

Des investissements supplémentaires dans des systèmes agricoles et alimentaires efficaces et ouverts permettront à la FAO de généraliser les initiatives couronnées de succès, de poursuivre le travail sur des sujets pertinents et d'élargir la base des partenariats. L'amélioration de l'efficacité des systèmes agroalimentaires permettra d'utiliser les ressources naturelles de manière responsable, de créer de nouveaux débouchés commerciaux, d'accroître les revenus, de réduire les déchets et les pertes de nourriture et d'encourager la fourniture de produits qui sont bons pour la santé et sans danger. Elle contribuera également à la mise en place de systèmes alimentaires durables pour les villes ainsi qu'à la réalisation du programme de développement pour l'après-2015, à l'amélioration de la sécurité alimentaire mondiale et à l'élimination de la pauvreté sur une période de temps plus courte.

Liens vers les initiatives régionales de la FAO: en **Amérique latine et dans les Caraïbes**, développer des chaînes de valeur agroalimentaire dans le Pacifique et les îles des Caraïbes; en **Europe et en Asie centrale**, favoriser le commerce agroalimentaire et l'intégration régionale afin de renforcer les capacités des pays à participer de manière constructive et productive aux négociations.



## Renforcer la résilience dans les situations de crise prolongée et de catastrophes naturelles

*S'attaquer aux causes profondes de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition dans les pays exposés aux catastrophes naturelles récurrentes et/ou dans une situation de crise prolongée*

### QUOI

Les catastrophes et les crises nuisent au développement. Les catastrophes naturelles ont touché plus de 2,7 milliards de personnes au cours de la dernière décennie. Le nombre de personnes qui font face à des risques hydrométéorologiques (par exemple, les inondations, les sécheresses, les tempêtes et les feux de forêt) et des risques géologiques (tremblements de terre et glissements de terrain) n'a jamais été aussi important. L'intensité et la fréquence des catastrophes naturelles sont en augmentation et nuisent au développement durable car elles dégradent les moyens de subsistance et menacent la sécurité alimentaire et la nutrition. L'agriculture, l'élevage, la foresterie, la pêche et l'aquaculture sont parmi les secteurs les plus exposés et les plus touchés. Les mesures actuelles de réduction et de gestion des risques doivent être améliorées et intensifiées. De nombreux pays ne sont pas suffisamment équipés pour prévenir, anticiper et atténuer les incidences des phénomènes extrêmes et des risques actuels, y compris le changement climatique, sans parler de ceux qui sont prévus pour l'avenir. Les risques naturels se produisent également dans les situations de crise prolongée, qui sont des contextes extrêmement difficiles qui concernent plus de 350 millions de personnes dans le monde. Les situations de crise prolongée ont des caractéristiques communes: des chocs et des facteurs de stress récurrents; une situation de conflit ou d'insécurité; la faiblesse de la gouvernance et des capacités institutionnelles; et des systèmes vulnérables. Dans de telles situations, l'insécurité alimentaire et la malnutrition sont particulièrement graves, durables et très répandues. Leur persistance, ainsi que des réponses mal conçues, ont des effets négatifs sur le développement durable à long terme.



### Capacité d'adaptation aux risques naturels

Aux Philippines, le récent typhon dévastateur Haiyan a causé la mort de 6 000 personnes et menacé les moyens de subsistance de 9 millions d'agriculteurs qui dépendent des cultures vivrières, de l'élevage, de la pêche, des arbres et d'autres ressources naturelles. Des typhons de cette ampleur ne peuvent plus être considérés comme des événements exceptionnels. La FAO continue d'aider le gouvernement et ceux dont les moyens de subsistance dépendent de l'agriculture pendant le long processus de relèvement. Des efforts sont déployés pour réduire les risques actuels et futurs liés au changement climatique et aux événements extrêmes, et préparer les populations aux chocs futurs.

### COMMENT

Des interventions pour renforcer la résilience sont mises au point en fonction du contexte, du type de risque, du secteur à risque, des groupes aux ressources les plus précaires et de la zone agroécologique concernée. Les interventions sont basées sur cinq éléments clés:

- 1) faciliter les processus multi-acteurs et les partenariats;
- 2) comprendre et cartographier les causes profondes des multiples menaces et vulnérabilités;
- 3) s'engager dans des activités d'appui aux pays et aux régions pour que les normes, les bonnes pratiques et les technologies innovantes se transforment en réalités concrètes sur le terrain dans tous les secteurs et sur plusieurs années;
- 4) tirer des enseignements et échanger des bonnes pratiques à tous les niveaux;
- 5) renforcer les activités d'information et de communication pour sensibiliser le public aux avantages de ces approches.

### La capacité de résistance aux chocs en période de conflit

Dans la République du Soudan du Sud, plus de 3,5 millions de personnes courent un risque d'insécurité alimentaire grave. La FAO soutient activement le processus continu d'analyse de la sécurité alimentaire, qui facilite la prise de décisions stratégiques et la coordination des interventions. Elle protège les multiples capacités d'adaptation qui permettent de préserver les moyens de subsistance dans les zones touchées par un conflit, et renforce le système de production alimentaire national dans les zones moins touchées. L'accent mis sur la résilience des moyens de subsistance contribue également à atténuer les conflits qui se produisent actuellement dans les domaines du foncier et des ressources naturelles et qui se produiront inévitablement à l'avenir.

## RÉSULTATS ATTENDUS

Plutôt qu'une énième réponse à une situation de crise, il vaudrait mieux mettre un accent volontariste sur la gestion du risque pour traiter les causes profondes des crises et des catastrophes. Cette démarche produira des résultats, notamment:

- **l'amélioration des cadres et des capacités en matière décisionnelle (au niveau individuel et institutionnel)** dans des contextes à risque et des situations de crise et de catastrophe;
- **le renforcement des systèmes d'alerte précoce et d'information sur les risques**, qui aident les autorités à prendre des mesures à court et à long terme;
- **le soutien plus efficace apporté pour diversifier les moyens de subsistance, améliorer l'état nutritionnel et la chaîne de valeur alimentaire et faciliter l'accès aux ressources naturelles et à la protection sociale;**
- **la protection des moyens de subsistance par une préparation en temps opportun et des interventions d'urgence efficaces** pour soulager les populations touchées.

## PARTENAIRES CLÉS

Ministères, autorités chargées de la gestion des catastrophes, organisations régionales et sous-régionales, organisations du système des Nations Unies et organismes techniques, organisations non gouvernementales, processus / initiatives à l'échelon régional, Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, organisations de recherche agricole, etc.

Des plates-formes internationales puissantes et des possibilités de partenariat se mettent en place dans le cadre des orientations de politiques formulées par le Comité de la sécurité alimentaire mondiale pour lutter contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition qui sévissent dans des situations de crises prolongées, et le Cadre d'action de Hyogo pour les catastrophes naturelles. Les deux instances contribuent aux interventions menées par la FAO pour renforcer l'adaptation aux chocs dans les situations de crise prolongée et de catastrophes naturelles.

## POURQUOI INVESTIR

Les pays confrontés à des catastrophes naturelles et des crises prolongées ont besoin d'une aide pour coordonner les programmes de secours, de redressement et de développement en tenant compte du risque. Des investissements supplémentaires sont nécessaires pour améliorer la prévention, diminuer les souffrances humaines et réduire les pertes économiques. La fracture qui existe entre les systèmes humanitaires et de développement entraîne une réduction du champ des analyses et une fragmentation des investissements, et les mesures prises pour créer des moyens de subsistance pouvant résister aux chocs dans les situations de crise prolongée ne parviennent pas à trouver leur place entre les interventions à court terme et celles à long terme. Dans les pays vulnérables aux risques naturels, il est prouvé que la réduction des risques liés aux catastrophes coûte quatre à sept fois moins cher qu'une intervention d'urgence. Or, 0,4 pour cent seulement de l'aide au développement des pays d'outre-mer est actuellement investi dans la réduction des risques de catastrophe. Une intervention précoce visant à fournir un appui pour protéger à long terme les moyens de subsistance coûte également de trois à quatre fois moins cher que les interventions d'urgence à court terme.



Liens vers les initiatives régionales de la FAO: en **Afrique**, en vue d'appuyer l'intensification durable de la production et de la commercialisation, et de renforcer la capacité d'adaptation dans les zones arides de l'Afrique; au **Proche-Orient et en Afrique du Nord**, renforcer la capacité d'adaptation; en **Amérique latine et dans les Caraïbes**, améliorer les systèmes nationaux et régionaux de production de denrées alimentaires et d'aliments pour animaux; et en **Europe et Asie centrale**, améliorer les échanges agroalimentaires et l'intégration régionale.



## Initiatives régionales

### OBJECTIFS STRATÉGIQUES DE LA FAO

 Contribuer à éliminer la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition	 Rendre l'agriculture, la foresterie et la pêche plus productives et plus durables	 Réduire la pauvreté rurale	 Ouvrir à des systèmes agricoles et alimentaires inclusifs et efficaces	 Améliorer la résilience des moyens d'existence face aux catastrophes
---	--	---	---	---

### SECTEURS DE MOBILISATION DE RESSOURCES DE LA FAO

#### INITIATIVES RÉGIONALES

Nouveau Partenariat pour vaincre la faim en Afrique d'ici 2025	Gestion intégrée des paysages agricoles en Afrique	Autonomisation des petits agriculteurs et petites exploitations familiales en Europe et en Asie centrale	Chaînes de valeur pour la sécurité alimentaire et la nutrition dans les îles du Pacifique	Renforcer la capacité d'adaptation dans les zones arides d'Afrique
Initiative «Défi Faim zéro» en Asie et dans le Pacifique	Initiative régionale sur le riz en Asie et dans le Pacifique	Agriculture familiale et aménagement du territoire rural en Amérique latine et dans les Caraïbes	Échanges agroalimentaires et intégration régionale en Europe et en Asie centrale	
Appui à l'initiative «Amérique latine et Caraïbes libérées de la faim»	Initiative en faveur de la croissance d'une économie «bleue» en Asie et dans le Pacifique	La petite agriculture au service du développement dans la région du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord	Améliorer les systèmes alimentaires dans les Caraïbes	Améliorer la capacité d'adaptation en vue de renforcer la sécurité alimentaire et la nutrition au Proche-Orient et en Afrique du Nord
	Initiative sur la raréfaction de l'eau au Proche-Orient et en Afrique du Nord			

### INITIATIVES RÉGIONALES ET CADRES DE PROGRAMMATION PAR PAYS (CPP)

### Nouveau Partenariat pour vaincre la faim en Afrique d'ici 2025

Ce partenariat appelle les États Membres à intensifier leur action pour lutter contre la faim en réalisant les objectifs ambitieux fixés dans le cadre du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA). Il vise à ajouter de la valeur aux travaux menés dans les pays en ciblant plus précisément la sécurité alimentaire et la nutrition et en identifiant les périodes favorables à la promotion d'une approche intégrée de la sécurité alimentaire.



### Gestion intégrée des paysages agricoles en Afrique

Cette initiative vise à promouvoir les meilleures pratiques concernant les principes de la production agricole et non agricole et les processus après production, et répond à la nécessité d'améliorer la productivité, de créer des emplois ruraux décents, en particulier pour les jeunes, et de relever les défis posés par l'urbanisation et la migration.



### Renforcer la capacité d'adaptation dans les zones arides d'Afrique

Il s'agit ici de renforcer les capacités institutionnelles en vue d'améliorer la résilience, de fournir un appui aux systèmes d'alerte précoce et de gestion de l'information, de renforcer les capacités d'adaptation des communautés et de répondre aux crises et aux situations d'urgence.



### Initiative «Défi Faim zéro» en Asie et dans le Pacifique

Cette initiative fournit un appui technique aux gouvernements pour a) la formulation et la concrétisation de politiques nationales de sécurité alimentaire, notamment des plans d'action nationaux pour réaliser l'objectif «Faim Zéro»; b) l'amélioration des capacités de mesure et de calcul de la sous-alimentation; et c) la mise en œuvre de politiques et de stratégies visant à améliorer la nutrition des enfants et à réduire le retard de croissance.



### Initiative régionale sur le riz en Asie et dans le Pacifique

Les objectifs de cette initiative sont les suivants: a) permettre aux riziculteurs et aux producteurs d'utiliser des pratiques innovantes et durables grâce à la fourniture et l'utilisation effectives de biens et de services découlant des systèmes écosystémiques rizicoles; b) élaborer une base de connaissances et de données probantes pour améliorer l'utilisation des ressources et l'efficacité de la production en adoptant des approches durables pour les écosystèmes rizicoles; et c) formuler et mettre en œuvre des stratégies rizicoles au niveau des pays pour que les riziculteurs et les consommateurs de la région Asie et Pacifique ne souffrent plus d'insécurité alimentaire, soient mieux nourris et plus prospères.



### Initiative en faveur de la croissance d'une économie «bleue» en Asie et dans le Pacifique

Cette initiative vise à promouvoir la gestion durable des ressources naturelles pour stimuler l'efficacité de la production. Elle consistera à mettre en place des règles de gouvernance, des approches écosystémiques et des processus participatifs plus rigoureux en matière de planification et de gestion, et à mener des actions qui optimisent la mise en œuvre à différents niveaux et qui contribuent à réduire la pauvreté et à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition des communautés rurales. L'initiative met l'accent sur la promotion de pratiques de production optimales, l'utilisation d'outils permettant d'effectuer un suivi des impacts écologiques, économiques et sociaux, l'amélioration des rendements des ressources, le soutien à la gestion des problèmes transfrontaliers et l'adaptation aux effets du changement climatique pour assurer l'intensification durable de la production de l'aquaculture.



### Chaînes de valeur pour la sécurité alimentaire et la nutrition dans les îles du Pacifique

Un appui sera fourni aux institutions du Pacifique et aux partenaires nationaux pour améliorer la capacité des producteurs locaux et des entreprises connexes à mettre davantage de produits alimentaires sur les marchés intérieurs et touristiques afin de répondre à la demande d'une alimentation équilibrée et nutritive. Il s'agira de fournir un appui à l'élaboration de politiques et de cadres réglementaires qui dépendent des améliorations apportées à la capacité de rassembler, d'intégrer, d'analyser et de diffuser des informations sur l'alimentation, la nutrition et les ressources naturelles. En outre, la capacité de participer à l'élaboration de normes internationales relatives aux systèmes alimentaires des îles du Pacifique sera améliorée et les systèmes nationaux garantissant le respect de ces normes seront renforcés. Des efforts complémentaires seront effectués par le biais des projets de terrain prévus dans le Cadre de programmation par pays pour le Pacifique, afin de fournir une assistance technique qui contribuera à la création de chaînes de valeur durables et ouvertes.



### Autonomisation des petits agriculteurs et des petites exploitations familiales en Europe et en Asie centrale

Les activités entreprises dans le cadre de l'initiative sont axées sur les institutions et les communautés et visent à obtenir trois résultats: i) une participation accrue des agriculteurs et des communautés rurales au développement national; ii) le renforcement de la croissance durable et ouverte de l'économie rurale, et iii) l'amélioration de la gestion durable des ressources naturelles et des capacités d'adaptation pour faire face aux rigueurs du climat. L'initiative s'appuiera sur l'Année de l'agriculture familiale, les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers et des partenariats établis, tels que le Groupe de travail régional sur le développement rural, le réseau LANDNET sur les questions foncières, la coopération avec l'Union européenne (UE) dans la région, et les priorités des cadres de programmation des pays ciblés.



### Échanges agroalimentaires et intégration régionale en Europe et en Asie centrale

Le but de cette initiative est d'accroître la capacité des institutions nationales à s'engager dans la mise en œuvre d'accords régionaux qui améliorent la participation au commerce agroalimentaire international, et de maximiser les avantages des politiques commerciales par des mesures d'accompagnement appropriées et l'amélioration des services publics. Dans le principal domaine d'activité, on s'emploiera à renforcer la capacité des États du Bureau régional à participer à la formulation et la mise en œuvre de politiques régionales et internationales, de réglementations et d'autres cadres qui favorisent les pratiques commerciales loyales et sans risque et qui améliorent les débouchés commerciaux et la participation aux marchés aux niveaux mondial et régional.



### Appui à l'initiative «Amérique latine et Caraïbes libérées de la faim»

L'objectif poursuivi est d'appuyer la conception et la mise en œuvre de politiques publiques multisectorielles et de programmes nationaux coordonnés. Il faudra pour y parvenir améliorer les institutions, les cadres juridiques, les ressources fiscales, humaines et informationnelles afin de réaliser les objectifs nationaux fixés en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle. D'autres défis seront à relever dans le cadre de cette initiative. Il faudra notamment encourager la coopération intersectorielle, faciliter la participation de différents acteurs tels que la société civile, les parlementaires, les universitaires, les populations autochtones, les organisations de consommateurs et de producteurs et le secteur privé à ce processus collaboratif. L'initiative est également une plate-forme politique régionale pour l'éradication de la faim et de la malnutrition et la promotion de la coopération Sud-Sud et Nord-Sud. Le Plan pour l'éradication de la pauvreté de la Communauté des États latino-américains et caribéens et Petrocaribe sont des efforts régionaux qui doivent être appuyés. Pays prioritaires (12): Antigua-et-Barbuda, Bolivie, République dominicaine, Équateur, El Salvador, Grenade, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, Paraguay, Saint-Vincent-et-les Grenadines.



### Agriculture familiale et aménagement du territoire rural en Amérique latine et dans les Caraïbes

Cette initiative vise à promouvoir les processus de développement rural là où l'agriculture familiale joue un rôle central. Elle vise à aider les États Membres de la région en renforçant les capacités du secteur public à promouvoir des politiques ouvertes et centrées sur les personnes (sexe, ethnicité et âge) et une gestion durable des systèmes de ressources naturelles, à tenir compte de la diversité culturelle des systèmes alimentaires, à accroître l'accès des petits exploitants aux services publics, aux ressources productives et aux marchés, à renforcer les organisations de producteurs, à augmenter les niveaux de production, la productivité et la compétitivité des exploitations familiales, et à réduire la forte vulnérabilité aux risques climatiques et aux menaces environnementales. L'initiative favorise également la création d'emplois ruraux décents et établit des synergies entre les régimes de protection sociale et les programmes de développement rural et agricoles. Elle appuiera le Plan d'action de la Communauté des États latino-américains et caribéens sur la faim et la sécurité alimentaire, en particulier le Programme pour l'agriculture familiale et le développement rural. Pays prioritaires (7): Bolivie, Guatemala et Haïti (phase I); El Salvador, Honduras, Nicaragua et Paraguay (phase II).



### Améliorer les systèmes alimentaires dans les Caraïbes

L'initiative s'attaquera à deux problèmes fondamentaux auxquels font face les pays dans l'ensemble de la région des Caraïbes: le développement limité des chaînes de valeur des cultures vivrières et fourragères, et la faible utilisation des produits agricoles nationaux. Les pays prioritaires devraient élaborer et établir des systèmes alimentaires durables en améliorant les politiques et la gouvernance afin d'accroître les investissements, la production, l'emploi, le commerce et la consommation. Les objectifs visés seront notamment d'améliorer l'accès à une nourriture de qualité et la nutrition en modifiant les modes de consommation. Pays prioritaires (8): les plus pauvres, la plupart des États Membres de la communauté des Caraïbes (CARICOM) vulnérables et en situation d'insécurité alimentaire tels que le Belize, la Grenade, Guyana, Haïti, la Jamaïque, Saint-Vincent-et-les Grenadines et le Suriname.



**Initiative sur la raréfaction de l'eau au Proche-Orient et en Afrique du Nord**

Cette initiative vise à identifier et à rationaliser les politiques et les pratiques exemplaires qui peuvent améliorer considérablement la productivité agricole et la sécurité alimentaire. Elle apportera son appui à une stratégie de collaboration régionale centrée sur les principaux domaines prioritaires que sont la planification stratégique des ressources en eau, la gouvernance, l'efficacité de la gestion de l'eau, l'accroissement de l'approvisionnement en eau, l'analyse comparative et le suivi de l'efficacité et de la productivité de l'utilisation de l'eau dans la région et l'établissement de rapports à ce sujet.

**La petite agriculture au service du développement dans la région du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord**

Cette initiative couvre trois volets principaux: des politiques et des stratégies fondées sur des données probantes pour renforcer le secteur de l'agriculture artisanale et améliorer les moyens d'existence des personnes travaillant dans ce secteur; b) l'amélioration durable de la productivité de la petite agriculture visant à intégrer les jeunes dans le secteur agricole; et c) les institutions et l'autonomisation des petits exploitants, en favorisant l'établissement d'un environnement propice à un développement durable et économiquement viable de l'agriculture artisanale.

**Améliorer la capacité d'adaptation en vue de renforcer la sécurité alimentaire et la nutrition au Proche-Orient et en Afrique du Nord**

L'initiative vise essentiellement à renforcer la capacité d'adaptation des pays, des communautés et des ménages aux chocs et aux crises qui affectent la sécurité alimentaire et la nutrition au Proche-Orient et en Afrique du Nord. Elle consistera essentiellement à faciliter l'échange d'informations et de connaissances scientifiques sur la sécurité alimentaire qui permettront d'enrichir les systèmes d'aide à la décision, à encourager la mise au point de systèmes alimentaires efficaces, durables et résilients, à faciliter l'accès durable des ménages à une nourriture saine, nutritive et diversifiée; et à renforcer la capacité d'adaptation pour anticiper les effets négatifs des chocs artificiels et naturels, les absorber et s'en remettre.

